

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
ZA n°2 des Ailes  
25-26 rue des Ailes  
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 14/03/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**PASSENAUD**

31 rue Baptiste Marcet  
37000 Tours

Références : VAT 20240102  
Code AIOT : 0010008459

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2024 dans l'établissement PASSENAUD implanté 31, rue Baptiste Marcet zone industrielle Tours Nord 37000 Tours. L'inspection a été annoncée le 30/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PASSENAUD
- 31, rue Baptiste Marcet zone industrielle Tours Nord 37000 Tours
- Code AIOT : 0010008459
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site fait parti d'un ensemble de 14 sites de gestion des déchets: accueil, transit, tri et

regroupement (DEEE, VHU, déchets banaux et déchets dangereux), du groupe Denis Passenaud, situés sur l'Indre et Loire et la région Centre Val de Loire, mais également en Normandie et en Pays de la Loire.

L'ensemble des sites est suivi depuis 2019 par une responsable QSE, récemment suppléée par une chargée de mission concernant la gestion des éléments liés à la réglementation ICPE et la sécurité. Plusieurs actions ont été mises en oeuvre au cours des derniers mois et de nouveaux projets sont en cours ou à l'étude au sein du groupe Denis Passenaud.

Le site de Tours doit faire l'objet d'une mise à jour de l'installation électrique au cours de l'année 2024. Le groupe s'interroge sur l'avenir de l'installation sur ce site.

### Thèmes de l'inspection :

- AN24 Trackdéchets RNDTS

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Provenance des VHU	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 1	Demande d'action corrective	60 jours
2	Quantité maximale annuelle admise	Arrêté Préfectoral du 31/01/2019, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
3	Recyclage, réutilisation et valorisation VHU	Arrêté Préfectoral du 31/01/2019, article 11 de l'annexe à l'agrément	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
15	Alerte et lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20	Demande de justificatif à l'exploitant	120 jours
16	Vérification périodique et maintenance des équipements	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24	Demande d'action corrective	120 jours
17	Confinement des eaux d'incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25.V	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
18	Qualité des rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31	Demande d'action corrective	60 jours
19	Qualité des rejets aqueux – concentrations	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17-2	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Traçabilité déchets :	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.II	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	procédure d'information préalable		
5	traçabilité déchets : utilisation de la base de données électroniques	Code de l'environnement du 30/03/2021, article R. 541-43	Sans objet
6	Bordereau de suivi des déchets dangereux	Décret du 24/11/2022, article 2	Sans objet
7	Traçabilité VHU	Décret du 24/11/2022, article 1	Sans objet
8	Déclarations annuelles des déchets produits et traités	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.II	Sans objet
9	Entreposage des véhicules hors d'usage avant dépollution	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-I	Sans objet
10	Entreposage des pneumatiques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-II	Sans objet
11	Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-III	Sans objet
12	Entreposage des véhicules dépollués	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-IV	Sans objet
13	Opération de dépollution	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42	Sans objet
14	Identification des déchets dangereux	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 9	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les fiches ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Provenance des VHU

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Départements d'origine
<b>Prescription contrôlée :</b> Les véhicules hors d'usage proviennent principalement d'Indre-et-Loire et des départements limitrophes. [...]
<b>Constats :</b>  <u>Historique :</u> NC 4 de niveau 2 de la VI du 28/01/2021 : L'exploitant accepte des VHU provenant de départements qui ne sont pas autorisés.  L'inspection a pu consulter les déclarations GEREPP des années 2021 et 2022, et vu les déclarations SYDEREP. Les registres d'accueil des VHU des années 2022 et 2023 ont également été consultés. Les véhicules accueillis sur site sont très majoritairement originaires du département d'Indre et Loire sur ces 3 exercices. Quelques unités sont en provenance des départements limitrophes : Loir et Cher (41), Indre (36), Maine et Loire (49), Sarthe (72), et la Vienne (86). L'inspection a également relevé parmi les véhicules réceptionnés 7 véhicules en 2022 et 7 véhicules en 2023 provenant de départements non autorisés (issus des départements 92, 27, 02, 26 et 28 en 2022, et des départements 85, 67, 04 et 44 en 2023). L'exploitant explique qu'il s'agit de véhicules provenant de particuliers n'ayant pas fait les démarches administratives de changement d'adresse. Compte-tenu du peu de véhicules concernés, et des départements d'origine de ceux-ci, l'inspection demande à l'exploitant de maintenir la vigilance apportée à la réception des VHU, et de faire démontrer aux déposants l'origine des véhicules, en conservant par exemple un justificatif de domicile ou un document complémentaire permettant de justifier l'origine géographique de celui-ci. La NC 4 de la visite d'inspection du 28/01/2021 est levée.  <b>[Pdc n°1] : L'exploitant justifiera de la provenance des VHU acceptés sur son site lorsque les papiers d'origine ne sont pas mis à jour en demandant un document complémentaire aux déposants lorsque les documents administratifs classiques ne sont pas à jour et intégrera cette information dans son registre.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n°1] formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60jours

### N° 2 : Quantité maximale annuelle admise

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/01/2019, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Quantité VHU pris en charge
<b>Prescription contrôlée :</b> La quantité maximale annuelle admise dans l'installation est de 1000 unités pour les véhicules hors d'usage.
<b>Constats :</b>  La quantité maximale de véhicules hors d'usage admise dans l'installation en 2021 dépasse l'autorisation accordée. L'inspection a pu consulter les déclarations GERE des années 2021 et 2022. Les registres d'accueil des VHU des années 2022 et 2023 ont également été consultés. Les éléments suivants ont été relevés : - 2021 : VHU entrants : 2358,722 T, représentant 1262 unités - 2022 : VHU entrants : 1062,295 T, représentant 909 unités - 2023 : VHU entrants : 886 unités ont été accueillies sur site au 15 novembre. L'exploitant explique que l'année 2021 était une année particulière, suite au COVID, et que l'activité a été fortement impactée sur cette période par un "effet de rattrapage", suite à une année 2020 au cours de laquelle l'activité a été réduite et perturbée. Les quantités de VHU accueillis sur site en 2022 sont à nouveau dans le cadre de l'autorisation accordée pour l'installation. L'exploitant présente les éléments pour l'année 2023 jusqu'à novembre. Dans ce cadre, et afin de confirmer que l'exploitant respecte son autorisation, celui-ci fournira à l'inspection les éléments finalisés pour l'année 2023.  <b>[Pdc n°2]: L'exploitant devra justifier qu'il respecte son arrêté d'autorisation pour l'année 2023.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n°2] formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 60jours

### N° 3 : Recyclage, réutilisation et valorisation VHU

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/01/2019, article 11 de l'annexe à l'agrément
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Taux de recyclage, réutilisation et valorisation
<b>Prescription contrôlée :</b> En application du 12° de l'article R. 543-164 du code de l'environnement susvisé, l'exploitant du centre VHU est tenu de justifier de l'atteinte d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage, en dehors des métaux, des batteries et des fluides issus des opérations de dépollution, de 3,5 % de la masse moyenne des véhicules et d'un taux de réutilisation et de valorisation minimum de 5 % de la masse moyenne des véhicules, y compris par le biais d'une coopération avec d'autres centres VHU agréés
<b>Constats :</b>

Historique :

- NC 1 de niveau 1 de la VI du 28/01/2021 : Les taux de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation ne sont pas atteints par le Centre VHU
- NC 2 de niveau 2 de la VI du 10/01/2019.

Constat 2024 : Le rapport du bureau VERITAS qui a audité le site le 22/05/2023 a été transmis à l'inspection. Ce rapport précise que les taux de recyclage et de valorisation sont les suivants :

- TRR : 82, 85%
- TRV : 84,48%.

Les objectifs de recyclage et de valorisation ne sont pas atteints.

L'exploitant indique à l'inspection qu'une nouvelle caractérisation est prévue au niveau du broyeur associé à son installation. En effet, il précise que la caractérisation réalisée en 2023 présentait des incohérences et que le résultat du taux de valorisation lui semble incorrect. Dans ce cadre, une nouvelle caractérisation est prévue les 5 et 6 mars 2024 sur le site de Champagné avec lequel l'installation travaille exclusivement.

**[Pdc n°3] : L'exploitant doit justifier de l'atteinte des taux minimum de recyclage et de valorisation attendu dans le cadre de son agrément, suite à la caractérisation du broyeur.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n°3] formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 60jours

**N° 4 : Traçabilité déchets : procédure d'information préalable**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.II

**Thème(s) :** Risques chroniques, Informations préalables à fournir

**Prescription contrôlée :**

Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.

a) Informations à fournir :

- source (producteur) et origine géographique du déchet ;
- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;
- données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ;
- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;

- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ;

résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ;

- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri. [...]

#### **Constats :**

##### Historique :

NC 5 de niveau 2 de la VI du 28/01/2021 : l'exploitant n'a pas mis en place une procédure d'information préalable à l'aide de la FID pour toutes les sociétés pour lesquelles il collecte les déchets et notamment pour les déchets non dangereux.

L'exploitant présente à l'inspection les documents qu'il transmet à ses potentiels clients lors de la passation de contrat, dont une fiche d'identification du déchet (FID) à compléter. Il indique que le client doit lors de la validation de l'offre commerciale transmettre une FID par typologie de déchet prévu dans le contrat. La FID vierge présentée comprend l'ensemble des éléments permettant une identification préalable complète du déchet à prendre en charge.

La non-conformité n°5 de la visite d'inspection du 28 janvier 2021 est levée: l'exploitant a mis en place une procédure d'information préalable via une FID adaptée.

L'inspection contrôle par sondage 2 FID dont une fiche d'un client privé en 2022. La fiche concernée, signée par le client, présente tous les éléments d'identification du déchet, excepté le code déchet (CED), qui n'a pas été complété. L'autre fiche vue est intégralement complétée.

L'exploitant précise que le recrutement d'une personne chargée de ce suivi a permis d'apporter une vigilance accrue lors des retours des FID de ses clients depuis la fin de l'année 2022. Un tableau reprenant les codes déchets potentiellement utilisés dans le cadre de l'exploitation du site est dorénavant transmise avec la proposition de contrat et la FID pour un retour client complet.

**[Pdc n°4] :L'exploitant apportera une vigilance concernant le remplissage des FID transmises par ses clients.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : traçabilité déchets : utilisation de la base de données électroniques**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 30/03/2021, article R. 541-43

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Trackdéchets

#### **Prescription contrôlée :**

II- Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée "registre national des déchets", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes:

- 1- Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP;
- 2- Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de



déchets POP;

3- Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP;

4- Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes;

5- Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.

A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. [...] La gestion du registre national des déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.

[...]

III.-Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des déchets n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I. Les données présentes dans le registre national des déchets demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.

La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu. [...]

#### **Constats :**

L'exploitant présente à l'inspection son compte Trackdéchets, et l'utilisation quotidienne de cette base électronique.

Un lien a été mis en place entre le logiciel utilisé par l'entreprise pour la gestion quotidienne de son activité (collecte, prise en charge des déchets des clients et départs des déchets vers les exutoires) afin de faciliter la création des bordereaux et le suivi quotidien, dès la prise en charge et le départ des déchets concernés.

L'inspection vérifie par sondage un BSD de batteries issus de Trackdéchets: le récépissé a été transmis à l'exploitant, confirmant l'utilisation effective de la base électronique.

**[Pdc n°5] : Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Bordereau de suivi des déchets dangereux**

**Référence réglementaire :** Décret du 24/11/2022, article 2

**Thème(s) :** Situation administrative, Trackdéchets

**Prescription contrôlée :**

Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique

<p>centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets "</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p> <p>[...]</p> <p>L'ensemble des étapes d'émission et de mise à jour du bordereau électronique s'effectuent au moyen d'un télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Un récépissé de saisie est délivré au déclarant à chaque étape d'émission et de mise à jour.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection contrôle par sondage un bordereau dans Trackdéchets : le bordereau de déchets consulté correspond à un regroupement de batteries au départ du site de Tours : BSD 2023-1214 ( AR5X3KVMW) dont le code déchets 16 06 01*.</p> <p>Il s'agit de déchets regroupés, correspondant à 4 BSD d'origine clients : le BSD 2023-1019 (3SOMQV4H7), le BSD 2023-0928 (7QGT9WQDM), le BSD 2023-1207 (HW45ASV35) et le BSD 2023-1208 (HG1NGWJ0K). La traçabilité est assurée par l'exploitant qui complète les éléments nécessaires dans Trackdéchets.</p> <p><b>[Pdc n°6] : Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Traçabilité VHU

<p><b>Référence réglementaire :</b> Décret du 24/11/2022, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Traçabilité déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I - Les centres VHU assurent une traçabilité de chaque véhicule hors d'usage qu'ils réceptionnent jusqu'à son transfert vers un broyeur.</p> <p>II - Les broyeurs confirment au centre VHU ayant assuré la réception initiale d'un véhicule hors d'usage, la destruction effective du véhicule dans un délai de quinze jours à compter de la date de broyage du véhicule.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Historique :</u></p> <p>R3 de la VI du 28/01/2021.</p> <p>L'exploitant présente le logiciel utilisé permettant la traçabilité entre son centre VHU et le broyeur agréé de Champagné (72) avec lequel il travaille exclusivement. Le broyeur est également géré par l'exploitant, qui utilise un outil informatique unique de suivi.</p> <p>Dans ce cadre, le suivi d'un véhicule hors d'usage réceptionné est assuré via le logiciel de gestion utilisé par l'exploitant, de sa prise en charge à sa destruction dans son installation de Champagné.</p> <p><b>[Pdc n°7] : Pas d'écart constaté.</b></p>

Type de suites proposées : Sans suite

**N° 8 : Déclarations annuelles des déchets produits et traités**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.II

**Thème(s) :** Situation administrative, Déclarations sous GERP

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation classée soumise à autorisation déclare chaque année au ministre chargé de l'environnement la production de déchets dangereux de l'établissement dès lors que celle-ci est supérieure à 10 tonnes par an. Toutefois, pour les établissements exerçant une des activités figurant sur la liste de l'annexe I b ce seuil est de 2 tonnes par an.

L'exploitant d'un établissement exerçant une des activités figurant sur la liste de l'annexe I b déclare chaque année au ministre chargé de l'environnement la production de déchets non dangereux de l'établissement dès lors que celle-ci est supérieure à 2 000 tonnes par an.

[...]

Concernant la production et le traitement de déchets dangereux et non dangereux, l'exploitant précise si les déchets sont destinés à la valorisation ou à l'élimination. Dans le cas de mouvements transfrontaliers de déchets dangereux, il indique en outre le nom et l'adresse de l'entreprise qui procède à la valorisation ou à l'élimination des déchets ainsi que l'adresse du site qui réceptionne effectivement les déchets.

**Constats :**

Historique :

NC 3 de niveau 2 de la VI du 28/01/2021 : L'exploitant n'a pas déclaré les déchets non dangereux sur GERP.

L'inspection a constaté que l'exploitant a enregistré ses déclarations GERP des années 2020, 2021 et 2022. Les déchets non dangereux et les déchets dangereux sont indiqués dans les déclarations. Les déchets entrants sont déclarés ainsi que les déchets sortants.

L'exploitant précise que les codes déchets utilisés ont été en parti revus entre la déclaration de l'année 2021 et la déclaration de l'année 2022, afin d'affiner les éléments transmis et corriger les erreurs de classement (déchets dangereux / déchets non dangereux). L'inspection a pu constater que le code déchets 16 01 07\* (filtres à huile ) a été ajouté parmi les déchets réceptionnés et traités en 2022 alors que ceux-ci étaient inclus dans le code 16 01 04\* (VHU) en 2021. Parmi les déchets produits et expédiés, les codes déchets 13 07 01\* (fioul et diesel) et 16 01 13\* (liquide de frein) ont été ajouté permettant une identification correcte des éléments sortants.

La déclaration 2022, consultée par l'inspection, présente différents types de déchets pris en charge, traités et expédiés, correspondant aux activités du site, les codes traitement associés, et leurs exutoires.

**[Pdc n°8] : Pas d'écart constaté.**

Type de suites proposées : Sans suite

**N° 9 : Entreposage des véhicules hors d'usage avant dépollution**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-I

**Thème(s) :** Risques accidentels, conditions de stockage

**Prescription contrôlée :**

<p>L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack).</p> <p>[...]</p> <p>La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention.</p> <p>La zone d'entreposage des véhicules accidentés en attente d'expertise est une zone spécifique et identifiable. Elle est imperméable et munie de rétentions.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate que la zone de stockage des véhicules hors d'usage non dépollués est sur un espace imperméabilisé, et distante des autres zones de l'installation de plus de 4 mètres. Les véhicules sont stationnés sur une zone à proximité du hangar dans lequel la station de dépollution est située. Les véhicules y sont stockés les uns à côté des autres, et non superposés. Il n'existe pas de zone d'entreposage de véhicules en attente d'expertise: l'exploitant indique ne pas recevoir de véhicules dans ce cadre et ne pas être concerné.</p> <p><b>[Pdc n°9] : Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 10 : Entreposage des pneumatiques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conditions de stockage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les pneumatiques retirés des véhicules sont entreposés dans une zone dédiée de l'installation. La quantité maximale entreposée ne dépasse pas 300 m<sup>3</sup> et dans tous les cas la hauteur de stockage ne dépasse pas 3 mètres.</p> <p>L'entreposage est réalisé dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie. Si la quantité de pneumatiques stockés est supérieure à 100 m<sup>3</sup>, la zone d'entreposage est à au moins 6 mètres des autres zones de l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les pneumatiques retirés des véhicules hors d'usage sont stockés en benne 30m<sup>3</sup>. La benne est retirée lorsqu'elle est pleine et le stockage dans ce cadre ne dépasse pas 3 mètres de hauteur. La benne est située à proximité des stockages de ferrailles et platins et son volume n'excède pas le volume de stockage autorisé.</p> <p><b>[Pdc n°10] : Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 11 : Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-III</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conditions de stockage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes les pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des</p>

<p>intempéries.</p> <p>Les conteneurs réceptionnant des fluides extraits des véhicules terrestres hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydraulique, liquide de refroidissement...) sont entièrement fermés, étanches et munis de dispositif de rétention.</p> <p>Les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs...) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches.</p> <p>Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs spécifiques fermés et étanches, munis de rétention.</p> <p>[...]</p> <p>L'installation dispose de produit absorbant en cas de déversement accidentel.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les fluides des véhicules sont stockés dans des contenants adaptés au niveau de la station de dépollution. Les bombonnes de stockage de la station de dépollution ont un volume de 270L et des contenant d'1m3 sont prévus en plus à proximité. L'ensemble de ces contenants sont stockés sur rétention de volume adapté. Les contenants sont tous étiquetés, et identifiables (identification du flux, code déchet et signalétique de danger). Les pièces grasses extraites des véhicules sont entreposées à l'abri des intempéries dans le local dans lequel est stocké la station de dépollution. Ces pièces sont stockés dans des géobox adaptés et étanches. Les batteries et filtres sont également stockés dans des contenants adaptés et étanches. Les personnels de l'installation ont à disposition des produits absorbants et boudins adaptés en cas de besoin.</p> <p><b>[Pdc n°11] : Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 12 : Entreposage des véhicules dépollués

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-IV</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conditions de stockage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les véhicules dépollués peuvent être empilés dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement. La hauteur ne dépasse pas 3 mètres.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les véhicules dépollués et compactés, sont empilés sur 3 hauteurs, représentant une hauteur inférieure à 3 mètres, et sont stockés dans le casier à proximité du platin avec lequel ils sont transportés vers le broyeur.</p> <p>Aucun démontage n'est pratiqué sur le site par le public. Aucune zone dédiée n'est prévue dans ce cadre.</p> <p><b>[Pdc n°12] : Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 13 : Opération de dépollution**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aire de dépollution
<b>Prescription contrôlée :</b> L'aire de dépollution est aérée et ventilée et abritée des intempéries. Seul le personnel habilité par l'exploitant peut réaliser les opérations de dépollution. La dépollution s'effectue avant tout autre traitement.
<b>Constats :</b>  L'inspection constate que l'aire de dépollution est située dans un hangar dédié, dont un côté n'est pas fermé. Cet espace est ventilé et abrité des intempéries. Le public n'est pas autorisé dans cette zone. Les espaces de circulation des usagers sont correctement indiqués : ceux-ci ne sont pas dirigés vers la zone concernée.  [Pdc n°13] : Pas d'écart constaté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : Identification des déchets dangereux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, registre, plan et affichage
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de dangers conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.
<b>Constats :</b>  <u>Historique :</u> D4 de la VI du 28/01/2021 : La nature et le code des déchets ne sont pas suffisamment lisibles sur tous les conteneurs des déchets dangereux.  Les bombonnes de stockage de la station de dépollution et les contenant prévus pour le stockage des fluides des VHU en plus à proximité, sont étiquetés de façon à identifier chaque flux. L'ensemble de ces contenants, stocké sur rétention, comprend des étiquettes indiquant les éléments suivants : identification du flux, code déchet et signalétique de danger.  [Pdc n°14] : Pas d'écart constaté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Alerte et lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
  - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 9;
  - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. [...]
  - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
  - un bac de sable lorsque des opérations de découpage au chalumeau sont effectuées sur le site.
- Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

**Constats :**

Historique : R1 de la VI du 28/01/2021 : L'exploitant mentionne et met à jour les extincteurs manquants en indiquant la date de mise à jour sur le plan.

L'installation est équipée d'extincteurs, disposés à différents endroits, dans les locaux d'accueil des déchets, accessibles et visibles. Un téléphone est disponible sur site. L'exploitant a rédigé des consignes en cas d'incendie. Un plan du site présentant les moyens d'extinction à disposition et le positionnement des poteaux incendie est présenté, et affiché. Le poteau incendie le plus proche est situé à 100 m du site. Un second poteau incendie est localisé sur le plan, situé à 150m. L'exploitant a investi dans des tuyaux incendie, dont les raccordements sont adaptés aux poteaux incendie disponibles.

Des exercices ont été réalisés avec des salariés pour l'utilisation des matériels (vu, dans le classeur de consignes : fiche de suivi des exercices signée par les salariés ayant pratiqué). Un nouvel exercice est programmé avec les pompiers, afin que l'ensemble des acteurs concernés et la majorité des salariés puissent manipuler les matériels de protection incendie.

Les extincteurs, RIA et matériels d'incendie sont vérifiés par un prestataire de sécurité incendie, annuellement. L'exploitant fournit le justificatif de la dernière prestation, réalisée le 08/11/2023. Le rapport transmis liste le nombre et le type d'appareils vérifiés et remplacés, mais ne reprend pas les éléments nécessaires à leur identification. Sur site, un contrôle par échantillonnage est réalisé : les extincteurs ne sont pas tous facilement identifiables, les marquages faits au crayon sont pour certains, partiellement effacés voire illisibles. L'exploitant devra mettre en œuvre une identification durable des matériels sur site. Par ailleurs, le prochain rapport de la prestation de contrôle des matériels de protection incendie devra être détaillé et permettre l'identification des matériels contrôlés.

**[Pdc n°15] : L'exploitant transmettra le rapport du prochain contrôle des matériels de protection incendie permettant de justifier de l'identification des matériels contrôlés.**

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n°15] formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 120jours

#### N° 16 : Vérification périodique et maintenance des équipements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, vérification périodiques des installations électriques et registre de suivi
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance [...] des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
<b>Constats :</b>  <u>Historique :</u> R2 de la VI du 28/01/2021 : L'exploitant met en place un suivi (sur un registre ou autre), afin de s'assurer que chaque observation mentionnée dans le rapport de vérification électrique est levée avec les justificatifs idoines.  L'exploitant fourni le rapport de vérification des installations électriques datant du 15/06/2023, qui comprend 22 observations. Le rapport indique que certains contrôles n'ont pu être effectués, faute d'accompagnement et d'éléments de sécurité mis à disposition pour ces contrôles. L'exploitant n'a pas transmis le Q18. Des actions ont été entreprises pour résoudre les problèmes rencontrés. Un système de suivi des actions a été mis en place, permettant de classer les éléments réalisés et les actions restant à mettre en oeuvre. Le fichier de suivi présenté indique qu'un certain nombre d'actions restent à réaliser pour la mise en conformité. Des actions et prestations sont prévus et programmés jusqu'à l'été 2024 pour la mise en conformité.  <b>[Pdc n°16] : L'exploitant doit faire réaliser les travaux nécessaires à la mise en conformité de ses installations électriques et transmettre le prochain rapport de contrôle des installations ainsi que le Q18, permettant de justifier la levée des non-conformités relevées et la non-dangereusité des installations.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de



répondre au constat [Pdc n°16] formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 120jours

**N° 17 : Confinement des eaux d'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25.V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositif de confinement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Historique :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- D2 de la VI du 28/01/2021 : L'exploitant améliore son dispositif de confinement sur l'entrée du site située la plus au Nord, afin de pouvoir contenir les eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un incendie sur la voirie.</li> <li>- D3 de la VI du 28/01/2021 : L'exploitant réalise le calcul D9/D9A et s'assure que le volume déterminé peut être confiné sur le site.</li> </ul> <p>L'exploitant présente le relevé topographique du site, ainsi que les outils mis en place pour confiner les eaux d'extinction en cas d'incendie. Un trottoir a été surélevé pour confiner les eaux d'extinction une fois le batardeau mis en place. L'inspection constate que la consigne et les éléments de sécurité prévus sont disponibles et visibles en cas de besoin, à l'entrée nord du site. Un essai de mise en œuvre est réalisé lors de l'inspection. Des ballons obturateur sont à disposition dans une caisse adaptée et étiquetée, un outil spécifique a été réalisé pour la mise en place de ces ballons obturateur.</p> <p>L'essai de mise en place des outils et matériels de confinement est concluant.</p> <p><b>[Pdc n°17] : L'exploitant doit transmettre les calculs D9/D9A permettant de connaître le besoin d'eau, en cas d'incendie et de justifier des volumes d'eau potentiellement confinées par les systèmes mis en place.</b></p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n°17] formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 60jours

#### N° 18 : Qualité des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites de rejets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :</p> <p>dans le cas de rejet dans le milieu naturel:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pH 5,5 à 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;</li> <li>- température &lt; 30°C</li> <li>- MES (Matières en suspension): 35 mg/l ;</li> <li>- DBO5 : 30 mg/l.</li> <li>- DCO : 125 mg/l ;</li> <li>- chrome hexavalent : 0,1 mg/l ;</li> <li>- hydrocarbures totaux : 5 mg/l ;</li> <li>- métaux totaux : 15 mg/l.</li> </ul> <p>Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.</p> <p>Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Historique :</u></p> <p>NC 2 de niveau 2 de la VI du 28/01/2021 : L'exploitant ne réalise pas les mesures de rejets aqueux sur les paramètres plomb, métaux totaux, Arsenic, Cadmium, Chrome, Chrome hexavalent, Cuivre, Mercure, Nickel, Fluor, indice phénol, Cyanures libres, HAP, AOX.</p> <p>L'exploitant transmet les résultats d'analyse d'un échantillon prélevé le 07 février 2024, présentant les résultats suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pH : 6,6 ;</li> <li>- température : 21,3°C.</li> <li>- MES (Matières en suspension): 72 mg/l ;</li> <li>- DBO5 : 6 mg/l ;</li> <li>- DCO : 29 mg/l ;</li> <li>- chrome hexavalent : &lt; 0,05 mg/l ;</li> <li>- hydrocarbures totaux : 0,9 mg/l ;</li> </ul>

<p>- métaux totaux : 1,21 mg/l ;</p> <p>L'exploitant fait mesurer les paramètres demandés de suivi de ses rejets aqueux. La non-conformité n°2 de la visite d'inspection du 28/01/2021 est levée. Toutefois, l'exploitant ne respecte pas la valeur limite en MES dans les rejets aqueux.</p> <p><b>[Pdc n°18] : L'exploitant met en œuvre les mesures correctives permettant d'être conforme sur les analyses des MES dans les rejets aqueux du site et transmet les justificatifs.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n°18] formulé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 60jours</p>

**N° 19 : Qualité des rejets aqueux – concentrations**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17-2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites de rejets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes :  - arsenic et ses composés : 25 g / l  -cadmium et ses composés : 25 g / l  - chrome et ses composés : 0,1 mg / l ;  - Cr6+ : 50 g / l ;  - Cuivre : 0,150 mg / l ;  - mercure : 25 g / l ;  - Nickel : 0,2 mg / l ;  - Zinc : 0,8 mg / l ;  - Fluor et ses composés : 15 mg / l ;  - indice phénols : 0,3 mg / l ;  - Cyanures libres : 0,1 mg / l ;  - HAP : 25 g / l  - AOX : 1 mg / l.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Historique :</u>  NC 2 de niveau 2 de la VI du 28/01/2021 : L'exploitant ne réalise pas les mesures de rejets aqueux sur les paramètres plomb, métaux totaux, Arsenic, Cadmium, Chrome, Chrome hexavalent, Cuivre, Mercure, Nickel, Fluor, indice phénol, Cyanures libres, HAP, AOX.</p> <p>L'exploitant présente des résultats d'analyses d'un échantillon prélevé le 18 octobre 2022, dont les résultats, daté du 03/11/2022, sont les suivants :</p>

- arsenic et ses composés : < 3 g / l ;
- cadmium et ses composés : 1,6 g / l ;
- chrome et ses composés : < 15 g / l ;
- Cr6+ : < 20 g / l ;
- Cuivre : 0,013 mg / l ;
- mercure : < 0,5 g / l ;
- Nickel : < 0,010 mg / l ;
- Zinc : 92 g / l ;
- indice phénols : < 0,025 mg / l ;
- Cyanures libres : < 0,01 mg / l ;
- HAP : 0,07 g / l
- AOX : < 0,1 mg / l.

Une nouvelle analyse a été réalisée en février 2024, dont les résultats datés du 21 février, ont été fournis le jour de l'inspection, présentant les résultats suivants :

- arsenic et ses composés : < 4 g / l ;
- cadmium et ses composés : < 1 g / l ;
- chrome et ses composés : < 5 g / l ;
- Cr6+ : < 50 g / l ;
- Cuivre : 0,015 mg / l ;
- mercure : < 0,5 g / l ;
- Nickel : 0,005 mg / l ;
- Zinc : 0,074 mg / l ;
- indice phénols : < 0,02 mg / l ;
- Cyanures libres : < 0,01 mg / l ;
- HAP : 0,415 g / l
- AOX : 0,09 mg / l.

Les résultats présentés répondent aux exigences de qualité des rejets aqueux de l'arrêté ministériel en vigueur.

Toutefois, l'exploitant ne fait pas faire les mesures de fluor et de ses composés dans ses rejets aqueux. Une nouvelle analyse devra être transmise à l'inspection, comprenant cet élément.

**[Pdc n°19] : l'exploitant justifiera par une analyse complémentaire qu'il respecte les valeurs limites de fluor et de ses composés dans ses rejets aqueux.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n°19] formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 60jours